

L'HEBDO DES MARCHÉS

Rédigé le mercredi 24 avril 2024

**FEDERAL
FINANCE GESTION**
UNE FILIALE DU Crédit Mutuel **ARKEA**

12 732 MDS€

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

C'est la dette publique de la Zone Euro fin 2023, en hausse par rapport à l'année précédente. La France détient le plus haut montant de dette (3 101 Mds€), suivie de l'Italie (2 863 Mds€) et de l'Allemagne (2 622 Mds€). Le rating de la France doit être revu par les agences de notation Fitch et Moody's le 26 avril.

L'ACTIVITÉ MONDIALE SE REPREND MAIS L'INFLATION AMÉRICAINE CONTINUE D'INQUIÉTER LES INVESTISSEURS

Après les incertitudes générées par les tensions géopolitiques et l'adoption de vues bien plus prudentes sur les éventuelles baisses des taux des banques centrales, les marchés semblent se reprendre avec la riposte mesurée d'Israël face à l'Iran. Les enquêtes préliminaires des PMI de S&P pour le mois d'avril ont confirmé que l'activité continuait à se redresser notamment dans les services. En Asie, en Australie ou au Japon, les PMI ont poursuivi leur rebond. En Europe, au Royaume-Uni ou en Zone Euro, l'indice composite est au plus haut depuis près d'un an. Partout ce sont surtout les services qui montrent de la vigueur. La seule déception dans ces PMI préliminaires est l'affaiblissement de l'activité aux Etats-Unis. L'inflation américaine sera à surveiller et pourrait pousser la Fed à être encore plus patiente pour initier une éventuelle baisse des taux directeurs cet été, voire en fin d'année. Si les taux continuent de se tendre, les marchés actions progressent, soutenus par la publications de résultats trimestriels rassurants mais restent très volatils. Avec 1/5^{ème} des publications réalisées au sein de l'univers S&P500, on note 80% de surprises positives côté BPA, avec une surprise moyenne de 9,5% (vs 7% le trimestre précédent), mais les déceptions sont lourdement sanctionnées.

INDICATEURS CLÉS	Depuis le point bas du 16/03/20	2023	2024	Avril 2024	17/04 au 24/04/2024
CAC 40	106,5%	16,5%	7,3%	-1,4%	1,4%
Euro Stoxx 50	100,6%	19,2%	10,4%	-1,8%	1,6%
S&P 500	110,5%	24,3%	6,3%	-3,5%	1%
Act. Monde	87,5%	21,7%	4,9%	-3,3%	1,3%
Act. Emergentes	21,6%	7,1%	1,1%	-2,2%	2,2%
Pétrole (Brent)	190%	-10,5%	14,3%	0,6%	1,2%
Var et niveau OAT 10 ans	343	2,56%	53	3,09%	10

ÉVOLUTION DES MARCHÉS

Sur la période, les marchés boursiers rebondissent : les actions mondiales (indice MSCI AC World) progressent de 1,3% et les marchés émergents de 2,2%. En Asie, le Nikkei gagne 1,3%, le Hang Seng bondit de 5,8% alors que le Shanghai 180 perd 1%. Progression en Europe, de 1,5% pour l'indice Euro Stoxx et de 1,4% pour le CAC 40. Outre atlantique, le Dow Jones monte de 1,9%, le S&P 500 de 1% et le NASDAQ 100 de 0,2%. Sur les marchés obligataires, les taux d'intérêt américains continuent de se tendre, avec les interrogations sur le timing et l'ampleur des baisses des taux directeurs de la Fed, à 4,70% pour le taux 10 ans, et, en Europe, à 2,60% pour le taux 10 ans allemand et 3,09% pour l'OAT 10 ans française, soit une progression de 50bp début le début de l'année 2024. L'euro se stabilise à 1,07 contre dollar et baril de pétrole revient sur des niveaux de 88\$ le baril.

POINT DE SITUATION

La Zone Euro connaît ses premiers signes de reprise économique. Après une période prolongée de stagnation, la Zone Euro semble enfin voir des signes de reprise économique. L'indice PMI, qui reflète les anticipations des chefs d'entreprise, a augmenté en avril pour atteindre 51,4 points, au plus haut depuis 11 mois, indiquant que la région se remet progressivement de sa léthargie et devrait connaître une croissance modérée dans les trimestres à venir. L'activité dans les services est essentiellement derrière ce rebond, la dynamique du secteur manufacturier restant médiocre en France et en Allemagne.

Le PIB américain du 1^{er} trimestre, en croissance de 1,6% contre 2,4% attendu, et les enquêtes PMI préliminaires pour le mois d'avril montrent un ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier et des services. Les nouvelles commandes, en contraction (48,4 vs 51,7 en mars), ou la baisse des attentes des entreprises concernant leur activité à 6 mois à un point bas depuis 6 mois montrent une baisse de la demande, témoin de l'essoufflement de la consommation des ménages et donc de la politique monétaire plutôt restrictive. L'emploi se contracte pour la première fois depuis juin 2020, ce qui devrait favoriser un tassement des salaires et, par conséquent, des pressions inflationnistes, en particulier dans les services.

PERSPECTIVES

Les commentaires des banquiers centraux américains, insistant sur le fait que leur confiance sur la trajectoire de baisse de l'inflation n'est pas encore acquise, continuent de mettre la pression sur les taux longs, d'autant que l'indice des prix PCE ressort supérieur aux attentes au 1^{er} trimestre à 3,4% et 3,7% pour la partie coeur. Le taux à 10 ans américain dépasse 4,7% et le potentiel de baisse des taux de la Fed en 2024 s'amenuise. A contrario, en Europe, certains membres du conseil des gouverneurs de la BCE ont continué à conforter le marché sur une première baisse des taux directeurs en juin et les investisseurs tablent toujours sur 76pb de baisses pour l'année 2024. La BCE pourrait être la seule à agir en juin. En effet, au Royaume-Uni, l'inflation en mars, tout en décélérant, est ressortie un peu plus forte qu'attendue à 3,2% en glissement annuel, réduisant la probabilité d'une baisse dès juin et réduisant à moins de deux les baisses en 2024, contre près de trois attendues au début du mois.

En Zone Euro, le Parlement européen a approuvé la réforme des règles du pacte de stabilité. La nouvelle législation s'appliquera aux budgets 2025. La Commission publiera une « trajectoire technique » des dépenses pour chaque Etat membre présentant un déficit budgétaire supérieur à 3% de son PIB ou un ratio de dette publique dépassant 60% de son PIB. Les gouvernements fixeront leurs objectifs budgétaires pour résorber les déséquilibres et dettes excessives à moyen terme. La Commission assurera un suivi annuel et pourra émettre des recommandations.

Sans forcément inquiéter le marché, le FMI a continué de publier ses analyses et prévisions dans le cadre de ses réunions de printemps. Dans son rapport sur les situations budgétaires, les experts du FMI ont souligné le dérapage de l'équilibre des finances publiques dans les deux plus grandes économies mondiales, les Etats-Unis et la Chine. La dette publique chinoise, qui a plus que doublé sur les 20 dernières années en pourcentage du PIB, pourrait faire de même dans les 25 prochaines années. Pour les Etats-Unis, la hausse serait moins spectaculaire, mais 50% du PIB de nouvelle dette serait ajoutée. Rappelons qu'une partie de l'exceptionnalisme américain en 2023 s'explique par une politique budgétaire très stimulante. Ces dynamiques ne semblent pas soutenables et représentent des risques pour l'avenir.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Ce document a été réalisé dans un but d'information uniquement et ne constitue ni une offre ni une recommandation personnalisée ou une sollicitation en vue de la souscription de produits éventuellement cités. Les simulations et opinions présentées sur ce document sont le résultat d'analyses de Federal Finance Gestion à un moment donné et ne préjugent en rien de résultats futurs.

ARKEA INVESTMENT SERVICES est une marque de FEDERAL FINANCE, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 20 747 030 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Siren 318 502 747 RCS Brest - Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS, n° 07 001 802. Établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution. TVA : FR 53 318 502 747. FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 500 000 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Siren 378 135 610 RCS Brest - Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87 378 135 610.

ARKEA
INVESTMENT SERVICES